

La 71^e session de l'Assemblée générale des Nations unies

Extrait du discours prononcé à New York, le 21 septembre 2016,
par le Premier ministre Shinzo Abe

Intégralité du texte [EN] : http://japan.kantei.go.jp/97_abe/statement/201609/71unga.html

La Corée du Nord, une menace pour la paix

La Corée du Nord s'est désormais dévoilée à nos yeux comme une menace ouverte à la paix. La raison d'être des Nations unies est aujourd'hui mise à l'épreuve.

La Corée du Nord a effectué des tirs de missiles à partir de ses sous-marins. Juste après, elle a lancé simultanément trois missiles balistiques, dont chacun a parcouru 1 000 kilomètres pour atteindre la zone économique exclusive du Japon. Rien que pour cette année, la Corée du Nord a effectué en tout 21 tirs de missiles. Outre cela, le pays se targue d'avoir réussi à faire exploser une ogive nucléaire lors d'un essai effectué le 9 septembre. Un autre essai nucléaire avait déjà eu lieu au mois de janvier de cette année. En vérité, cette série de tirs de missiles et l'explosion d'une ogive modifient complètement le paysage.

Nous devons donc répondre à ces actes d'une manière totalement différente de jusqu'à présent. Nous devons concentrer nos forces et contrecarrer les plans de la Corée du Nord.

C'est au tour des Nations unies d'entrer en scène. Il incombe maintenant au Conseil de sécurité d'indiquer sans équivoque l'attitude à adopter face à cette menace d'une nouvelle dimension.

Mener les débats au Conseil de sécurité

Il y a seulement quatre mois que le président Obama s'est rendu à Hiroshima, où la toute première explosion d'une bombe atomique a fait d'innombrables victimes innocentes.

Cette journée a été pour nous l'occasion de renouveler nos engagements. Aussi longtemps que cela puisse prendre, nous ne devons jamais, ne serait-ce qu'un instant, faiblir dans nos efforts en vue de l'élimination totale des armes nucléaires. Les engagements pris ce jour-là ont lié les deux rives du Pacifique et ont acquis une force nouvelle.

Malgré tout, la Corée du Nord va de provocation en provocation. La menace pour la paix, désormais manifeste à



nos yeux, et la nature de la provocation militaire dans laquelle persiste la Corée du Nord sont considérablement plus sérieuses qu'auparavant.

Et le pays qui se comporte de la sorte est celui qui a kidnappé un grand nombre de Japonais, dont une fillette âgée de 13 ans au moment des faits. Nous exigeons que la Corée du Nord rende immédiatement ces personnes, mais elle s'y refuse et les prive d'une vie paisible, leur interdisant aujourd'hui encore de rentrer chez elles.

C'est un pays qui piétine les droits de l'homme, et ne se préoccupe en rien de faire un usage équilibré du pouvoir ou d'en refréner l'abus. C'est un pays qui avance à grands pas sur le chemin de l'accroissement de son arsenal militaire, armes et missiles nucléaires y compris, sans prêter la moindre attention à la situation déplorable dans laquelle se trouve sa propre population.

La menace qui pèse sur la communauté internationale s'est aggravée et a pris une tournure de plus en plus concrète. Elle exige une réponse par de nouveaux moyens, complètement différents de ceux que nous avons employés jusqu'ici.

Au mois de décembre de cette année, le Japon fêtera le 60^e anniversaire de son entrée aux Nations unies. Il y a soixante ans, les Japonais qui ont obtenu un siège dans cette illustre assemblée nourrissaient au plus profond de leur cœur un souhait, qu'ils ont par la suite toujours poursuivi et défendu sans la moindre défaillance, avec la plus implacable détermination : la paix dans le monde et l'élimination des armes nucléaires.

Aujourd'hui, à l'heure où l'attention du monde entier se porte sur les Nations unies dans l'attente de voir si elles réussiront à contrecarrer les ambitions de la Corée du Nord et si le Conseil de sécurité parviendra à lui opposer un front uni, le Japon, en tant que membre de cette instance, va prendre la direction des débats du Conseil de sécurité.

Faire régner le droit sur les mers

Quel que soit le problème auquel nous nous trouvons confrontés ou, plus exactement, vu le grand nombre de ces problèmes, le Japon, qui célèbre le 60^e anniversaire de son entrée aux Nations unies, n'épargnera aucun effort pour renforcer cette organisation.

Le total cumulé des contributions versées par le Japon tant aux Nations unies qu'aux opérations de maintien de la paix, estimé sur la base de leur valeur comptable, dépasse largement les 20 milliards de dollars. Outre cela, notre bilan en termes d'aide au développement atteint 334,5 milliards de dollars, en se basant là aussi sur la valeur comptable de ces aides au moment de leur attribution.

À mon avis, trois grandes causes imprègnent l'histoire des Nations unies : l'attachement à la paix, la poursuite de la croissance et la quête d'un monde exempt d'injustice et d'iniquité. Vous reconnaîtrez volontiers, j'en suis convaincu, que le Japon est un pays qui, tout au long des 60 dernières années, s'est engagé sans réserve pour la défense de ces trois causes.

En premier lieu, la croissance est le fondement de tout. Elle seule permet à la paix de s'enraciner et offre la possibilité de remédier aux injustices au fil du temps.

La croissance japonaise est le fruit d'un environnement libre, ouvert aux échanges et à l'investissement. Et c'est exactement au même facteur que les pays d'Asie doivent leur prospérité actuelle.

La paix, la stabilité et la sécurité maritime, ainsi que la liberté de navigation et de survol, constituent les fondements de la paix et de la prospérité de la communauté internationale.

En cas de litige, la communauté internationale doit s'en tenir strictement aux principes stipulant que les États sont tenus de fonder leurs revendications sur le droit international, qu'ils ne sont pas autorisés à recourir à la force ou à la coercition pour faire valoir leurs revendications et que le règlement des litiges doit passer par des moyens pacifiques.

Qu'on me permette d'ajouter que j'ai mis en place au cœur du gouvernement japonais, sous ma tutelle directe, une équipe

spéciale qui a pour mission de promouvoir les Objectifs de développement durable (ODD).

Le gouvernement du Japon va redoubler d'effort pour que l'Accord de Paris sur le changement climatique soit approuvé au plus vite par le Parlement, et remplir sans défaillance son engagement à fournir d'ici 2020 une assistance de 1 300 milliards de yens aux pays en développement. Le Japon fera tout son possible au cours des 60 prochaines années pour rendre plus fortes les Nations unies, tout comme il l'a fait au cours des 60 dernières années.

Tel est l'esprit onusien du Japon

Partout où interviennent des Japonais engagés dans la coopération internationale, les gens anonymes qui vivent sur place s'éveillent à leurs propres aptitudes et découvrent que la construction d'une nation commence à l'endroit même où ils se trouvent. Les Japonais qui sont témoins de cela en sont profondément émus et ces émotions deviennent des souvenirs qu'ils garderont toute leur vie.

C'est pour moi une source de tranquille fierté que de constater que le lien entre le Japon et les Nations unies depuis 60 ans a ainsi rapproché des cœurs en Asie, en Afrique, et en vérité dans le monde entier. Tel est l'esprit onusien du Japon. C'est quelque chose que je promets de ne jamais oublier, et que je m'engage à mûrir et à transmettre à la prochaine génération.

La réforme du Conseil de sécurité, une affaire urgente

Pour conclure mon discours, j'insisterai sur la nécessité de modifier fondamentalement la structure de gouvernance de l'ONU. L'influence de divers pays d'Afrique et d'Amérique latine sur la politique et l'économie mondiales a atteint un niveau inconnu jusqu'ici, et pourtant leur représentation au Conseil de sécurité reste insatisfaisante. Cet exemple suffit à lui seul à montrer que l'état des lieux qu'on peut dresser aujourd'hui du Conseil de sécurité est indéfendable aux yeux de la génération actuelle.

Lors de la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI), qui a récemment réuni le Japon et les pays d'Afrique, j'ai entendu les dirigeants qualifier d'« injustice historique » la situation qui prive l'Afrique de siège permanent au Conseil de sécurité, et j'ai manifesté mon acquiescement par un profond hochement de tête.

Si nous ne nous attelons pas maintenant à la réforme du Conseil de sécurité, elle risque fort d'être reportée d'une ou deux décennies. Camperons-nous sur une position qui va à l'encontre des valeurs de l'ONU ? Ou bien voudrions-nous rendre l'ONU plus forte ? Si c'est cette dernière option qui l'emporte, il va sans dire que la réforme du Conseil de sécurité est une affaire urgente.

Merci beaucoup.